PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

# Journal de Syrie

## Courrier et témoignage

N° 26 du 29.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

1-1 Pierre Khalaf : Syrie, Liban face au chaos l'unité.

1-2 Marie-Ange PATRIZIO : Chemins de Damas.

1-3 Julie Lévesque : SYRIE : Mensonges médiatiques ou le prétexte à une autre «guerre humanitaire»

2 Annexe

2-3. L'intervention radio du matin de Françoise Wallemacq.

---

---

---

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage
1-1 Pierre Khalaf : Syrie, Liban face au chaos l'unité..
Dans une série d'entretiens accordés aux TV US, le 18 novembre 2011, Hillary Clinton a renoncé à présenter les événements en Syrie comme un soulèvement populaire contre le président Assad et a choisi de les qualifier désormais de « guerre civile ».

Cette rhétorique peut également être utilisée pour justifier une intervention militaire conventionnelle, mais il devient de plus en plus difficile de masquer que Washington livre déjà une guerre non conventionnelle avec des commandos infiltrés.

La tendance en Syrie et au Liban
Face au chaos, l'unité et la détermination
Le déclin du mouvement de contestation populaire en Syrie est désormais une réalité que plus personne ne peut nier. Vendredi 18 novembre, la population a répondu absent aux appels à manifester lancés par une opposition dont les attaches étrangères sont maintenant bien connues des Syriens. Les rares rassemblements enregistrés ont eu lieu dans des villages reculés des régions de Hama, Homs et Daraa. Et la surexploitation des quelques images, passées en boucle par les télévisions tendancieuses, telles Al-Jazeera et Al-Arabiya, n'ont pas réussi à créer un effet amplificateur.
Pour compenser ce recul décisif de la mobilisation, les groupes extrémistes armés d'obédience islamiste ont multiplié les actions dirigées contre les civils et les militaires, dans le but quasi avoué de provoquer une guerre civile, contre laquelle le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, à mis en garde, et que la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, et son homologue turc Ahmet Davutoglu, ont bien été obligés d'évoquer. Les enlèvements massifs de civils sur des bases confessionnelles et sectaires se se comptent par centaines, notamment dans la région de Homs. Les personnes enlevés sont soit assassinées, soit rendus contre versement de rançons… après avoir subies les pires tortures, bien entendu.

Les extrémistes à l'œuvre au Liban
La multiplication des propos sur la guerre civile devrait faire taire les va-t-en guerre libanais qui prônent, au nom d'une démocratie qu'ils n'ont jamais eux-mêmes pratiqué, le changement de régime en Syrie, comme s'il s'agissait d'une paisible promenade sans grande conséquence sur l'ensemble du Moyen-Orient. Les avocats de la thèse du changement font croire à leurs partisans que le départ du régime de Bachar al-Assad sera dans l'intérêt des Arabes et de la région en général, occultant les actes de violence commis par les opposants syriens, que même l'administration Obama ne peut s'empêcher de reconnaitre, ainsi que les attaques annoncées par leurs médias de groupes extrémistes, présentés comme des déserteurs, contre des positions de l'armée arabe syrienne.
Ils occultent aussi les appels Frères musulmans lancés à partir de la Turquie à une action militaire étrangère contre la Syrie. Leur conception de la souveraineté, de l'indépendance et de la démocratie, ces valeurs qu'ils prétendent défendre depuis des années, est certainement bizarre.
Pourtant, les répercussions sur le Liban d'une guerre civile en Syrie seront de l'ordre d'un véritable désastre. Ainsi, les groupuscules islamistes au Nord, à Tripoli, au Akkar et à Wadi Khaled, des zones limitrophes de la frontière syrienne, ne cachent pas qu'ils se préparent activement à prendre le pouvoir dans les régions sous leur contrôle et à attaquer enfin ces mécréants que sont les chiites et en particulier la Résistance. Les agressions contre un hôtel et un débit de boissons à Tyr, il y a quelques jours, sont l'indice que certains groupes préparent déjà des incidents pour monter les communautés les unes contre les autres et notamment les chrétiens contre les chiites, pour semer le chaos au Liban, en parallèle au chaos en Syrie.

Tentatives de discorde confessionnelle
Les faits sont là, les préparatifs aussi, notamment dans certains camps palestiniens, et les dirigeants du Courant du Futur de Saad Hariri continuent de clamer haut et fort, inconsciemment, qu'il n'y a rien à craindre et que toutes ces théories visent à faire peur aux Libanais, pour maintenir en place le régime syrien.

La coalition pro-US du 14-Mars fait semblant de ne pas voir combien la tension est en train de monter dans certaines régions du pays et comment le clivage politique ne cesse d'augmenter. Ce qu'elle fait surtout semblant de ne pas voir c'est qu'en cas de chaos en Syrie, ils seront les premiers à être balayés au Liban par les groupes islamistes extrémistes incontrôlables et tous les groupuscules qui se préparent à semer le désordre sur fond de tensions confessionnelles.
En dépit de ce scénario alarmiste, il y a encore de grandes possibilités pour qu'il ne se produise pas. D'abord, parce que le régime syrien reste solide et uni, et qu'il n'est pas du tout acculé, comme l'espère l'Occident, et encore moins sur le point de s'effondrer pour céder la place au désordre ou à la guerre civile. Comme la réaffirmé le président Bachar al-Assad au Sunday Times, « la Syrie ne pliera jamais face aux pressions. » (Voir ci-dessous). Et aussi parce qu'au Liban, il existe des forces positives, conscientes des dangers et soucieuses de l'intérêt général. Ces forces-là feront tout pour éviter que le pays ne sombre dans la guerre civile et le chaos et pour qu'il ne soit pas détourné de sa lutte initiale contre l'ennemi israélien. Le Liban et la Syrie sortiront grandis et renforcés de cette épreuve, et ceux qui ne cherchent que des vengeances personnelles ou ne font qu'exécuter les plans ourdis à l'étranger et qui ne servent que les intérêts d'Israël, essuieront un nouvel échec… sans doute le dernier avant la fin de leur carrière politique.

Déclarations et prises de positions
Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne
Extraits d'une interview accordée le 18 novembre auSunday Times britannique
« Je peux vous assurer que la Syrie ne cédera pas et qu'elle continuera à résister à la pression dont elle fait l'objet. L'injonction de la Ligue arabe a été lancée pour fournir aux pays occidentaux un prétexte pour mener une intervention militaire contre la Syrie. Je suis tout à fait prêt à combattre et à mourir si je devais affronter des forces étrangères. Cela va sans dire et c'est indéniable. Je ressens du chagrin à chaque goutte de sang versée dans son pays, mais que l'Etat doit faire respecter la loi face à des bandes armées. »

Walid Moallem, ministre syrien des Affaires étrangères
« En Syrie, nous ne considérons pas que l'ultimatum de la Ligue arabe est une question importante. Le contenu est ce qui est important, et parvenir à un accord avec la Ligue arabe est ce qui compte. La proposition de la Ligue arabe comporte des articles reflétant les positions non équilibrées adoptées par certains Etats membres depuis le début de la crise. Ce protocole accorde aux émissaires de la Ligue arabe de très amples prérogatives, voire impossibles, pouvant aller jusqu'à la violation de la souveraineté nationale. Cela est sans précédent dans l'histoire des organisations régionales, qu'une organisation travaille contre l'intérêt d'un de ses membres. Si le combat nous est imposé, nous combattrons. Nous espérons que cela ne nous sera pas imposé. Le problème en Syrie ne peut être résolu que pas les Syriens eux-mêmes (…) Le dialogue est une nécessité pour dessiner l'image de l'avenir de la Syrie dans un esprit de partenariat. J'exclue une guerre civile, bien qu'ils fassent tout pour la fabriquer. Le dialogue national sert de base pour construire la Syrie. Toute personne de l'opposition nationale souhaitant y participer sera la bienvenue. »

Ali Larijani, président du Parlement iranien
« L'envoi d'armes en Syrie et la dramatisation des événements afin de compliquer la situation interne nuiront à la réputation des pays orientaux et des Etats-Unis.
La politique des deux poids deux mesures, adoptée à l'égard des événements dans certains pays, confortent notre conviction que les parties qui se précipitent pour exécuter les plans occidentaux contre la Syrie subiront un triste sort. »

Revue de presse
As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 18 novembre 2011)
Imad Marmal
La bipolarisation marquée de la scène politique libanaise autour de la crise syrienne a atteint un tel degré que l'avenir politique de chacun des deux camps semble désormais dépendre de l'issue de cette crise.

Un député du 8-Mars met en garde ses adversaires politiques de l'opposition : « Si le régime syrien reste en place, vous paierez un prix politique très élevé. S'il tombe, vous paierez le même prix et n'aurez pas le temps de vous en réjouir, surtout si le pays sombre une guerre civile ».Un député du 14-Mars refuse ces « intimidations » et affirme que le 14-Mars ne se laissera jamais entraîner vers une guerre civile. Selon lui, c'est le maintien du régime syrien qui menace la stabilité interne du Liban.
Des sources de l'opposition estiment par ailleurs que les incidents sécuritaires qui ont eu lieu dernièrement sont des messages pour dire qu'on peut semer le chaos au Liban et menacer la Finul et Israël si les pressions contre Bachar al-Assad se poursuivent. Le fait que ces incidents aient eu lieu dans des régions chrétiennes vise à dire que le régime syrien est le seul garant de la sécurité des chrétiens.

As Safir (16 novembre 2011)
Sateh Noureddine
La bataille pour défendre ou renverser le régime syrien sera tranchée à Beyrouth avant Damas. Il existe une décision arabo-internationale pour activer le front libanais, qui est le front le plus efficace et le moins coûteux dans la guerre contre le régime syrien. La décision extérieure ne sera pas individuelle mais prise à l'unanimité par l'ensemble des acteurs concernés. Et les instruments libanais sont prêts.

As Safir (15 novembre 2011)
Le financement du Tribunal spécial pour le Liban fait l'objet de toutes sortes de pronostics, l'un des scénarios avancé évoquant la possibilité de voir certains pays se porter volontaires pour contribuer au paiement de la part due par le Liban. Mais il ne sera possible d'en savoir plus que lorsqu'on aura obtenu des réponses aux questions soulevées par certaines sources diplomatiques

: Est-ce vrai que l'ancien Premier ministre Saad Hariri avait demandé à son homologue britannique David Cameron, pendant sa visite en Grande-Bretagne début novembre 2010, de s'acquitter d'une part de la somme due par le Liban, en raison de la conjoncture financière difficile au pays du Cèdre ?

Est-ce vrai que Cameron a accédé à cette requête et que la Grande-Bretagne a augmenté d'un million de dollars sa contribution annuelle, faisant la même chose par la suite en 2011 ?

Est-ce vrai que Cameron lui-même l'a rappelé en recevant son homologue libanais Najib Mikati pendant sa dernière visite à Londres ?

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 18 novembre 2011)
Rosanna Bou Mounsef
Le vote libanais au Conseil ministériel de la Ligue arabe contre la suspension de la Syrie soulève de sérieuses interrogations sur la capacité du Liban à honorer ses engagements relatifs au financement du tribunal international. La dernière visite de Najib Mikati en Grande-Bretagne a été accueillie par des réserves américano-françaises, les deux pays souhaitant attendre que le Premier ministre libanais concrétise au moins ses engagements au sujet du Tribunal spécial pour le Liban (TSL). La confiance extérieure quant à la possibilité pour le gouvernement de s'acquitter de la somme due au budget de ce tribunal semble donc avoir été ébranlée, d'autant plus que des positions contradictoires sont exprimées dans ce dossier. Le président du Conseil des ministres aurait déclaré à des diplomates qu'il entend mettre la question du financement du TSL à l'ordre du jour du cabinet dans une dizaine de jours. En revanche, d'aucuns excluent un tel scénario et avancent que Mikati connaît déjà la réponse et qu'il cherchera donc à repousser davantage l'examen de ce sujet controversé.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 16 novembre 2011)
Ibrahim Al-Amine
La crise syrienne a atteint son apogée et aucun traitement sérieux ne semble en vue. En attendant qu'une partie courageuse et puissante décide d'ouvrir la voie à un dialogue qui mène vers un véritable changement, pour le bien du peuple syrien et pas des intérêts étrangers, les parties extérieures s'impatientent. Elles ne veulent donner aucune chance au dialogue et ne s'intéressent qu'à leurs intérêts

qui se résument en une seule idée : la chute ou l'affaiblissement du régime syrien constitue un acquis supplémentaire pour le projet israélo-américain dans la région du Moyen-Orient.

Al Hayat (Quotidien saoudien, 16 novembre 2011)
Paris, Randa Takieddine
Paris considère le Liban comme soumis à la politique du Hezbollah, affirme une source française qui ajoute que les relations avec Michel Sleiman et Najib Mikati sont gelées. Ces sources affirment que tout ce que le gouvernement libanais fait, à l'intérieur comme à l'extérieur, reflète la mainmise du Hezbollah sur la politique libanaise. Sur le plan intérieur, les sources notent la stagnation au niveau de l'action du gouvernement, parce que la politique du Hezbollah est de geler toute action gouvernementale. Elles rappellent que le Liban est passé par plusieurs périodes où ses gouvernements ne gouvernaient pas. De même, toutes les positions du Liban sur le plan extérieur et international, sur le TSL, la Syrie, la Ligue arabe et la Palestine, montrent l'hégémonie du Hezbollah sur le gouvernement libanais.
Les sources estiment que le premier ministre Najib Mikati est incapable d'imposer sa position, qu'il avait communiquée au ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé et au Premier ministre britannique David Cameron. M. Mikati avait également informé la partie américaine qu'il allait présenter sa démission s'il s'avère incapable d'assurer le financement libanais du TSL, mais toutes les informations qui parviennent à la France, y compris des cercles proches de M. Mikati, montrent qu'il ne démissionnera pas.
Le vote du Liban à la Ligue arabe n'a pas surpris Paris qui se demande sur l'orientation que prend le Liban tant que le régime syrien n'est pas tombé. Cette chute est pourtant inévitable, estime la France, surtout après la décision de la Ligue arabe.
Les sources signalent que si l'Iran est attaqué, il est certain que le Hezbollah entrera dans la bataille, ce qui risque d'entraîner une guerre régionale de grande envergure. Les cercles de prise de décisions à Paris estiment que le Hezbollah ne s'exposera pas à des risques pour aider la Syrie comme il le ferait pour l'Iran, d'autant plus que le parti Baas n'est pas proche idéologiquement du Hezbollah comme l'Iran.
La France a adressé des messages au président Sleiman soulignant la nécessité de ne pas livrer des opposants et des réfugiés syriens, et d'empêcher qu'ils soient enlevés sur le sol libanais. La réponse a été qu'il y a une convention sécuritaire et un traité entre le Liban et la Syrie qui interdisent à chacun des deux pays de permettre à l'opposition de l'autre pays d'agir contre lui.
Paris considère que les relations politiques au niveau du président de la République et du président du Conseil des ministres libanais sont gelées jusqu'à nouvel ordre. La priorité pour le moment est de suivre l'évolution du dossier syrien qui a un impact sur la situation au Liban. Certains à Paris doutent que la chute du régime syrien assouplisse la position du Hezbollah, d'autant plus que le parti renforce sa position sur la scène intérieure pendant les développements en Syrie.

Ad Diyar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 18 novembre 2011)
Ibrahim Jbeily
Comment expliquer l'enthousiasme sans précédent de la France vis-à-vis du printemps arabe.

La réponse est claire, la France ayant laissé ses empreintes partout et s'empressant de transférer son matériel d'un pays à l'autre dès la fin du mouvement de contestation dans le premier pays. Après la Tunisie, l'Egypte et la Libye, c'est aujourd'hui Damas qui est dans le collimateur français. L'apparition d'un homme mystérieux : Bernard-Henri Lévy, qui s'active aujourd'hui sur le front de l'opposition au régime en Syrie. Dans le dossier syrien, il se serait mis à la tâche dès que l'Odéon à Paris a ouvert ses portes à l'opposition syrienne. On peut voir les empreintes de Bernard-Henri Lévy dans les dernières déclarations anti-régime faites à la presse par l'ancien vice-président syrien Abdel Halim Khaddam. Pour l'intellectuel français, la frontière syro-turque constitue aujourd'hui le point de départ idéal. Il a réussi à convaincre Paris et les autres grandes puissances d'introduire clandestinement en Syrie, via la frontière turque, des missiles Stinger destinés aux insurgés. Et c'est la compagnie aérienne française Corse Air qui transporte ces armes vers la région de Cilicie afin qu'elles soient passées en contrebande à bord de petites voitures à destination des insurgés.
Bernard-Henri Lévy attend impatiemment d'avoir mené jusqu'au bout ses noirs desseins en Syrie pour passer au Soudan. L'Algérie a elle aussi sa place sur son agenda.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars, édition du 18 novembre 2011)
Le porte-parole de la Finul, Andrea Tenenti, a déclaré que dans son dernier rapport sur l'application de la 1701, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a relevé qu'après cinq années d'opérations au cours desquelles la Finul a élargi la panoplie de ses activités, il est désormais temps d'effectuer une révision de la stratégie de la mission onusienne. « Dans ses remarques, le secrétaire général a également mis l'accent sur la tenue d'un dialogue stratégique qui est un élément important en vue d'aider les forces armées libanaises à renforcer leurs capacités de manière à faciliter le transfert graduel des responsabilités des Casques bleus vers la troupe libanaise », a affirmé Tenenti qui a relevé que la décision d'effectuer une révision stratégique n'est pas nouvelle, puisqu'elle avait été soulevée en août 2011, à l'occasion du renouvellement du mandat de la Finul.
Par ailleurs, et en vue de l'arrivée de la frégate militaire brésilienne qui viendra rejoindre les forces onusiennes chargées de surveiller les eaux territoriales libanaises, plusieurs personnalités brésiliennes d'origine libanaise sont arrivées au Liban. La frégate sera accueillie par le président de la République, Michel Sleiman, des responsables libanais ainsi que par le vice-président de la République brésilienne d'origine libanaise, Michel Tamer, déjà arrivé à Beyrouth.

L'Orient-Le Jour (18 novembre 2011)
Philippe Abi Akl
Un diplomate occidental accrédité à Beyrouth reconnaît que les pays occidentaux, notamment ceux de l'Union européenne, accordent au gouvernement Mikati un délai allant jusqu'au début 2012 pour s'acquitter de son dû dans le financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), sachant que le délai fixé par la direction du TSL se termine fin novembre. Sauf que de grandes capitales ont repoussé cette date jusqu'au début de l'an prochain et là, en cas de non-respect par Beyrouth de ses engagements, des sanctions seront prises contre lui.
Contrairement aux personnalités influentes du monde de l'économie et des finances, les milieux du 8-Mars écartent pourtant cette hypothèse et ne pensent pas que l'UE irait jusque-là, assurant que les grandes puissances savent pertinemment quel impact négatif d'éventuelles sanctions auront sur le Liban. La majorité au pouvoir évoque des « informations » qu'elle aurait recueillies auprès de « parties européennes » qui affirment que « rien n'est sûr » à ce niveau, que c'est juste un bâton que les grandes puissances brandissent pour pousser le Liban à payer sa part et qu'il y a mille et une façons d'assurer le financement du TSL si le Liban fait défaut. Dans tous les cas, toujours selon les mêmes milieux diplomatiques, la nature de ces sanctions n'a pas encore été définie et tout reste matière à débat en fonction de la position du gouvernement libanais. Le dossier est entre les mains de la France et c'est à elle d'appeler à une réunion où les décisions européennes seraient prises. On dit et on répète que Paris tend à imposer des sanctions contre Beyrouth en cas de non-paiement ; une tendance communiquée au Premier ministre Najib Mikati au cours d'une récente réunion avec les ambassadeurs européens.
Les milieux diplomatiques assurent que le PM a officiellement promis à David Cameron et Catherine Ashton que Beyrouth allait respecter ses engagements, parce qu'il tient à sa crédibilité et à garder la confiance placée en lui. Il a également promis que Beyrouth allait rester neutre dans le dossier syrien pour éviter toute répercussion négative de la situation en Syrie sur le Liban.
Quoi qu'il en soit, Najib Mikati a tout récemment indiqué à l'un des diplomates européens reçus au Sérail qu'il démissionnerait s'il ne parvenait pas à assurer la quote-part du Liban dans le financement du TSL. Mais son entourage a vite précisé que cette démission n'était pas nécessairement chose acquise. Quant au 8-Mars, il ne prend pas cette menace au sérieux, jugeant que c'est une façon pour Najib Mikati de faire pression sur Damas et le Hezbollah afin qu'ils l'aident à assurer le financement du TSL.

L'Orient-Le Jour (18 novembre 2011)
Le Hezbollah a commenté dans un communiqué le nouveau rapport sur la 1701 du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, qu'il accuse de « parti pris en faveur de l'administration occidentale ». Selon le parti, le secrétaire général aurait mieux fait de « s'aligner sur la volonté de consolidation de la paix et de la sécurité dans le monde, un objectif que poursuit en principe l'organisation internationale ».

Au lieu de cela, poursuit le texte, le secrétaire général « n'a fait que réitérer les déclarations occidentales et les arguments qui émanent de leur adversité à la résistance et du manque respect des sentiments du peuple libanais ».
Ce rapport, poursuit le communiqué, « est truffé d'erreurs, et laisse filtrer une gêne certaine du choix fait par les Libanais en vue de renforcer leur position face à l'occupation sioniste et à aux agressions continues de l'État hébreu ».
Le communiqué souligne en outre que le rapport est contraire à la réalité du terrain qui montre clairement que « la stabilité prévaut dans les localités du Liban-Sud », un fait qui avait été relevé par bon nombre de responsables internationaux, à leur tête le commandant en chef de la Finul, note le Hezbollah.
Le Hezbollah a estimé que le fait que les institutions de l'organisation internationale se trouvent sous l'emprise des puissances occidentales, à leur tête les États-Unis, « constitue un réel danger qui menace la sécurité et la paix internationales et pousse les puissances hégémoniques à violer les droits des peuples. »

The Globe (Quotidien canadien, 14 novembre 2011)
Patrick Martin
« À votre avis, monsieur, pensez-vous qu'il y ait encore un espoir ? » J'étais presque gêné par la nature dramatique de la question que me pose cette vendeuse de chaussures de l'est de Beyrouth. Je sais exactement ce qu'elle entend par là. Dans toute la région, les chrétiens se sentent menacés. Les événements s'enchaînent, les régimes tombent, l'ordre ancien n'est plus. Et pour les chrétiens -en Egypte, en Irak, en Syrie et au Liban– c'est une source de préoccupation.
Je lui ai répondu que toute la région était en plein bouleversement et que beaucoup de bonnes choses pourraient en sortir. Je lui ai expliqué que les chrétiens de Syrie avaient peur de ce qui pourrait leur arriver si les islamistes sunnites prenaient le pouvoir à Damas. Jusqu'à présent, les chrétiens de Syrie se sentaient raisonnablement protégés sous le régime de Bachar al-Assad.
Un homme se tient debout avec ses trois enfants à l'extérieur de l'église grecque-orthodoxe magnifiquement reconstruite dans le centre-ville. L'homme, d'environ 50 ans, me dit qu'ils étaient des parents de la mariée. Il parle avec appréhension de l'avenir de ses enfants au Liban. Au vu des événements récents, il se demandait « s'il ne serait pas mieux pour les enfants si nous allions au Canada ».

Pierre Khalaf

Source : New Orient News (Liban)

23 NOVEMBRE 2011

http://www.voltairenet.org/Syrie-Liban-face-au-chaos-l-unite

---

Un témoignage de Syrie
1-2 Marie-Ange PATRIZIO : Chemins de Damas.
Chers amis,

Je reviens (samedi 19 novembre 2011) d'un voyage de 6 jours en Syrie, à l'invitation des Eglises d'Orient [1], autorisé par le gouvernement syrien, et, pour ma part, à la demande de Mère Agnes-Mariam de la Croix, dont j'ai fait la connaissance à la fin du mois d'avril 2011 après qu'elle a lu, sur le site du Réseau Voltaire, ma traduction du texte de D. Losurdo 'Que se passe-t-il en Syrie ?' [2].

La logistique a été assurée en coordination avec Thierry Meyssan et le Réseau Voltaire.

Prévu pour une 50aine de personnes au départ, et destiné prioritairement à des journalistes de la presse catholique, ce voyage n'a en définitive regroupé que 15 personnes arrivant de l'étranger : aucun français parmi les journalistes professionnels de la presse écrite ou radio-télévisée, mais : 5 belges, une journaliste venant de Madrid et un journaliste étasunien. Aucun membre de la presse française contactée n'a donc répondu favorablement et saisi l'occasion d'aller voir sur le terrain ce qui s'y passe. Paradoxe surprenant, alors que nos media ne manquent aucune occasion d'accuser la décision du « dictateur » Assad et de « son » régime d'empêcher les journalistes indépendants d'aller en Syrie. Nous pouvons donc témoigner aujourd'hui non seulement que des journalistes et contributeurs divers peuvent entrer officiellement dans ce pays, mais que certains de ceux qui se plaignent de la censure de ce régime sont aussi ceux qui refusent cette occasion extraordinaire quand elle leur est offerte : sous prétexte d'indépendance de la presse, ne pouvant pas entrer s'ils sont invités ?( !) La liberté ne serait-elle garantie que par la clandestinité dans un pays qu'on se hâte maintenant de déclarer en « guerre civile » ?

Les autres membres du groupe étions des représentants d'associations catholiques (Italie) ou des militants actifs sur Internet, pas (très) catholiques pour la plupart et avec - le moins qu'on puisse dire- des positions politiques hétérogènes.

Ce que je vous adresse aujourd'hui, taraudée par une urgence à rendre compte de ce séjour, n'est pas un reportage de journaliste, puisque je ne suis pas journaliste mais psychologue et traductrice, mais une lettre à des amis et camarades. Un témoignage, pour le moment partiel et non chronologique, de ce qui m'a frappée dès les premières heures passées dans ce très beau pays : l'ampleur incroyable, révoltante du mensonge que les media nous assènent ici sur la situation en Syrie. Mensonge en action et en omission, comme on dit. Ces notes seront suivies, ultérieurement, de récits détaillés de plusieurs séquences du voyage, représentatives de la situation actuelle, démontant et démentant l'intoxication époustouflante en cours depuis 8 mois sur les événements qui tentent de déstabiliser ce pays.

Avant tout, j'indique que les organisateurs nous avaient certes préparé un agenda chargé (et annoncé) mais pas obligatoire, bien sûr : chacun des membres de ce groupe a eu la possibilité d'assister ou pas - à visage découvert !- à tout ce qui était prévu, ou/et de quitter le groupe pour aller où il espérait aller, sans forcément avoir à dire où. Je dirai aussi que je ne connaissais pas la composition du groupe avant d'être sur place. Je n'ai constaté aucune entrave (à part des embouteillages monstres, même en Syrie, oui, même ces jours-ci) à une liberté de déplacement, ni aucune surveillance : je dirai même qu'à certains moments, je l'aurais presque appréciée, cette surveillance tant décrite et décriée ici.

Ne parlant pas arabe je me suis contentée (sans être jamais déçue) de rester dans le programme annoncé (et sans cesse bouleversé sous la pression des événements), y compris deux demi-journées pour faire un peu de tourisme. J'ai profité de ces moments d'inoccupation dans un programme dense et éprouvant, intellectuellement, moralement et physiquement, pour promener dans la ville de Damas, qui est superbe. Nous n'avons pas eu le temps de faire davantage d'escapades. A Saint Jacques le Mutilé (Qâra), nous n'avons eu que quelques heures (diurnes) pour promener dans et autour du monastère : j'y ai modestement participé à la fin de la récolte des olives (2 tonnes 4).

Je dirai donc en introduction : liberté, oui, de se déplacer et, en dehors de mon expérience du poste de frontière sur la route Beyrouth-Damas (que je relaterai plus tard sur le thème « que fait la police ? »), personne ne nous a jamais interrogés, ce qui s'appelle interroger, pas bavarder, sur notre présence et nos intentions. Les esprits supérieurs se gausseront : bien sûr, nous étions embedded… Je précise aussi à ce sujet que j'ai payé mon voyage [3], mais que je n'ai quasiment rien dépensé là-bas [4] : une amie syrienne, ici, m'avait dit qu'il était de toutes façons impensable de payer quoi que ce soit dans l'hospitalité syrienne. Chrétienne ou autre.

La liberté de déplacement, pour la plupart d'entre nous y compris les journalistes professionnels, pouvait par contre se trouver limitée plutôt par un élément central et banal dans toute région du monde : parler ou pas la langue du pays, en l'occurrence l'arabe. Je pratique un anglais précaire, et les Syriens parlent parfois le français. Pour tous les déplacements et rencontres, spontanés ou organisés, je n'ai donc, de

façon très intéressée, quasiment pas quitté une documentariste algérienne (résidant en France) qui a eu la générosité de (se) faire notre interprète, en plus de son travail (filmer et enregistrer). L'autre interprète inlassable était Agnes-Mariam de la Croix. Le lecteur inlassablement critique pourra dire qu'elles traduisaient ce qu'elles voulaient : évidemment. Les enregistrements (par les journalistes et documentaristes du groupe) faits en arabe avec traduction simultanée permettront de vérifier la fiabilité des traductions. Je dirai ici ma surprise que les rédactions qui ont envoyé leurs journalistes ne leur aient pas aussi adjoint les services d'un interprète, élément essentiel d'un travail annoncé comme indépendant (étant, nous, aliénés dans nos idéologies) dès l'arrivée sur le terrain.

Au monastère et dans certains déplacements, les Sœurs Carmel et Claire-Marie, et deux frères de la communauté, tous quatre francophones, ont rendu notre séjour beaucoup plus confortable y compris matériellement, logistiquement, et moralement. Merci à vous tous de votre présence chaleureuse, constante et courageuse qui a transformé notre séjour. Et à notre patient chauffeur, depuis Qâra, dans la province de Homs et à Banyas.

La vie, quotidienne, banale, qu'on perçoit dans la rue c'est la vie d'une population qui supporte un embargo et des sanctions : rien moins quand même qu'un « génocide lent » pour reprendre l'expression de Webster Tarpley. Sanctions qui, par des mécanismes bancaires dont je n'expliquerai pas ici la complexité des rouages, entraînent, entre autres choses, l'augmentation des prix des carburants nécessaires au confort domestique : pour se chauffer, notamment, et il fait très déjà froid, et humide, en Syrie ces jours-ci. Sans parler du reste des effets des sanctions, sur quoi nos interlocuteurs ne se sont pas attardés. Les gens continuent à vaquer à leurs occupations avec suffisamment de tranquillité (je parle de la rue, des souks, des marchés etc. à Damas mais aussi sur les routes, dans les campagnes) pour qu'on se sente à l'aise aussi bien dans des ruelles désertes à la nuit tombée, qu'aux souks, ou dans les fabuleux monuments désertés par les touristes, ou au restaurant. Restaurants sans aucun doute beaucoup moins fréquentés qu'en période touristique ou dans le train-train damascène traditionnel (mondain ou non). Il n'y a pas de visiteurs étrangers actuellement en Syrie et le commerce doit s'en ressentir considérablement. En dehors d'un déplacement dans Damas, en cortège de 5 limousines noires qui se voulait sans doute une courtoisie de la part du gouvernement (seule intervention logistique des services du régime), nous n'avons jamais été escortés, sécurisés, surveillés etc. Je l'affirme ici malgré les allusions que j'ai déjà lues dans d'autres commentaires, sans que leurs auteurs ne donnent de détails.

Je reviendrai plus tard sur ce convoi protocolaire pittoresque et cocasse dans le paragraphe « Que fait la police ? ».

On s'est même perdu plusieurs fois… Comme surveillance (et protection), j'imaginais (et aurais - bêtement ?!- espéré à quelques reprises) autre chose.

L'atmosphère de guerre civile que nous décrivent lourdement nos media, stipendiés par les nôtres de régimes, je ne l'ai pas trouvée (tant mieux) ; et je peux dire que certains membres de notre groupe l'ont vraiment cherchée, librement. Librement pouvant inclure le service recommandé par leurs directions éditoriales. Dire et écrire autre chose que cette simple phrase : « il n'y a pas de guerre civile en Syrie », relève du mensonge. Dire qu'il s'agit d'un début de guerre civile impliquerait que nous eussions assisté (de près ou de loin, ou par des témoignages) à des affrontements armés et significativement massifs entre des factions de la population, entre elles ou/et avec les forces de sécurité (armée, police etc.) ; la guerre civile n'oppose pas des groupes armés venus de l'extérieur à des soldats de l'intérieur. Dans ce cas cela s'appelle une agression militaire.

Nous aurons l'occasion de revenir sur l'équipement des « insurgés ». Les collègues journalistes qui ont déjà documenté ce voyage ont eux-mêmes reconnus la réalité, terrorisante, atroce dans ses méthodes, de ces incursions depuis l'étranger de bandes de tueurs. Et c'est après chaque témoignage sur cette terreur que j'aurais, pour ma part, bien aimée être parfois plus escortée et surveillée. Et protégée. Le fait que j'écrive aujourd'hui alors que notre voyage était évidemment connu et surveillé par les donneurs d'ordre,

étrangers, des escadrons de la mort, est la preuve que, justement, pour le moment au moins, nous pouvions encore circuler en sécurité et sans escorte.

Les Syriens que j'ai rencontrés sont d'une extrême hospitalité : et c'est un pays où il est agréable de se promener même en ce moment, du moins dans Damas. Ailleurs, l'atmosphère que nous avons vécue n'était pas celle d'une tension palpable, mais c'est nous, de là où nous venions, qui étions parfois très tendus (à Homs, à Banyas) : sous l'effet soit de ce que nous venions d'entendre de la part de certains interlocuteurs, victimes des escadrons de la mort, soit sous l'effet de la propagande à laquelle il est difficile d'échapper en France, Italie, Espagne, USA, Belgique ; même quand on est critique par rapport à ces media. Et dans les villes de Homs et Banyas, où nous avons vu et entendu ces victimes et/ou leurs proches, civils ou militaires tués, il est évident qu'il valait mieux être prudent. Le groupe de quelques uns des envoyés spéciaux qui est retourné une deuxième fois à Homs, avec Agnes-Mariam, est même tombé en panne à la sortie (« 10 Kms ») de la ville, à la nuit tombée, et nous a raconté ça le soir, sans drame. Ils sortaient pourtant d'une visite à la famille d'un homme qui avait été enlevé et massacré par les terroristes.

Dans nos déplacements, il était facile de se faire repérer comme étrangers, que les passants soient ou non de ces agents des services de sécurité dont on nous parle tant ici, et qui doivent être très discrets et parfaitement formés car, s'il y en avait, on ne les a jamais vus, ni entendus. Ou bien sommes-nous, nous, de gros benêts endoctrinés (au sabre et au goupillon, n'est-ce pas) et aveugles.

Nous n'avons vu aucun touriste étranger de tout notre séjour. Donc, ma foi, nous avons eu quelque succès … D'autant plus qu'on se baladait avec appareils photos, caméras, carnets de notes etc. Les gosses demandaient (plus ou moins discrètement !) qu'on les prenne en photo ; et ceux qui n'étaient plus des gosses assumaient qu'on les enregistre, à l'improviste, et à visage découvert (eux et nous), donnant (et nous aussi) les noms, adresses etc. A l'opposé exactement de ce que nous a par exemple montré le reportage, diffusé par Arte, de Madame Sofia Amara (dont je vous recommande, pour avoir une idée de sa fiabilité, d'aller voir sur Internet quelles frasques elle a faites avant de se reconvertir avec un grand sens de l'opportunisme dans le prétendu reportage de vraie guerre humanitaire) [5].

Nous avons été le premier groupe de presse entré officiellement en Syrie depuis le début de l' « insurrection » : je dis officiellement pour signifier que les autres journalistes, ou prétendus tels, sont entrés (si on les croit, car on n'a quand même pas trop de preuves avérées de leur séjour dans le pays) clandestinement [6] : on est en droit, donc, de se demander quelle indépendance ils ont par rapport aux escadrons de la mort qui sévissent dans certaines villes et régions proches des frontières - c'est plus facile pour le moment - où sont établies leurs bases arrières.

Les véritables opposants au régime se déclarent, afin de faire connaître leurs revendications : parmi lesquelles l'ouverture, officielle, assumée, à la presse étrangère.

Depuis qu'a commencé la tentative de déstabilisation du pays, il me semble évident que le « régime » a intérêt à contrôler ceux qui entrent : il y a assez de bandes de tueurs qui s'infiltrent sans, en plus, avoir la stupidité de laisser venir n'importe qui, sous prétexte de prouver - à des gens qui ne veulent de toutes façons rien en savoir - qu'on ne serait pas un régime dictatorial.

Le mot qui revient toujours quand les gens vous abordent c'est « Welcome » ; il paraît que c'est une tradition en Syrie. Mais cette tradition a en ce moment une tonalité particulière pour le visiteur, avec tout ce que les Syriens entendent venant de nos pays : car, eux, ils ne regardent pas que les chaînes de nos media dominant la désinformation. Ils regardent et savent ce que nous on entend mais ils regardent aussi d'autres chaînes, indépendantes : celles n'appartenant pas aux monarchies (libres…) du Golfe. Et ils ont des moyens d'information pour se faire leur propre idée ; d'autant plus, évidemment, que eux sont sur place, à la différence des journalistes ici qui répètent, sans se déranger sur le terrain, ce que leurs rédactions leur commandent.

Dans la rue donc, après vous avoir dit Welcome les passants vous disent souvent We love Assad et, si vous vous présentez comme français, Sarkozy (et parfois Joupé) bad, bad en faisant le geste (sans équivoque), de celui qui écrase quelque chose sous son talon : et ils appuient bien fort, bien franchement. Propagande ? Alors ils sont une majorité, chez les jeunes surtout, à être complètement intoxiqués et aveuglés par le régime : à ce degré de masse, ça deviendrait une dictature populaire… Question à propos du niveau d'information des passants dans les rues de la « dictature » syrienne et chez nous où règne la liberté de la presse et d'opinion etc. : qui, ici, pas dans la rue mais même chez les gens informés, connaît le nom du ministre syrien des affaires étrangères ?

Pour le lecteur perplexe, je précise que je parle ici non pas seulement des gens rencontrés dans les rendez-vous organisés (embedded, n'est-ce pas) mais dans la limite de 6 journées : dans les rues de Damas, avec des passants qui faisaient leurs courses ; sur les routes, lors des haltes imprévues ; dans les rues de Homs, où nous avons débarqué après avoir été reçus par le gouverneur avec des représentants des hiérarchies chrétiennes et deux membres de l'opposition présente dans le pays. Tous donnant leurs noms et téléphones et acceptant d'être filmés et enregistrés : pour eux, tous, aussi, mise en scène du régime ? C'est possible mais alors la comédie était déjà assez critique contre le régime : digne de passer chez nous dans certaines émissions un peu plus indépendantes que la majorité des autres.

Et dans tous les cas, et même pour les deux personnes de l'opposition rencontrées à Homs, il y avait une distinction entre la critique du régime, dont ils pensent qu'il doit être largement et profondément réformé - avec leur participation - et celle du président Bachar al Assad : tous les gens que nous avons rencontrés, spontanément, pseudo-spontanément si la Syrie est totalement contrôlée par les services de sécurité, ou de façon partisane (par exemple certains membres du Parti Baas, dont il était inutile qu'ils nous disent qu'ils étaient membres du parti : c'était évident), tous ont fait cette distinction : apparemment, dans tous les avis que j'ai entendus (y compris avec ma voisine syrienne dans l'avion, installée à Paris depuis plusieurs années, à qui j'envoie ce texte), le président Bachar Al Assad est à l'écart, personnellement, de la masse des critiques. Exceptionnalité d'un régime dictatorial qui serait assez soudé et généreux pour laisser le chef à l'abri et prendrait sur lui toutes les critiques ? Ceci est une des composantes les plus surprenantes pour moi du mensonge époustouflant et grossier des media ici, qui désignent Bachar Al Assad comme un dictateur haï par la population.

Dans ce que j'ai entendu - toujours dans les deux sortes de rencontres : programmées et imprévues - de la critique contre le régime, ce qui revient le plus souvent et avec force est : la bureaucratie, la corruption, l'absence de liberté de parole : critiques, toutes, que nos interlocuteurs attribuent au régime instauré par le père de Bachar mais qu'ils sont prêts à ajourner face à la seule urgence : défendre leur pays, la nation, contre l'agression étrangère. Défendre leur société, leur civilisation, dont ils ne cessent de dire avec fierté qu'elle est plurielle depuis longtemps et que c'est ce qui fait sa solidité. Nous avons rencontré (de façon organisée, oui, annoncée et assumée comme telle) pas mal de chrétiens, mais pas seulement : tout le monde est d'accord sur ce point : ils parlent avant tout en tant que citoyens syriens, pas comme membres de telle ou telle religion, ou association ou parti : même s'ils ont l'honnêteté d'annoncer la couleur -et dans le clergé des églises orientales, souvent éclatante, la couleur !

Ce qui revient toujours aussi c'est la désignation précise de leurs agresseurs véritables, hors du pays : monarchies du Golfe, Qatar, fondamentalistes et capitalistes au service des USA et Israël. Désignés nommément et dans une analyse politique sans faille. Tous témoignages et déclarations (à quelques rares exceptions près) à visage découvert. Nous y reviendrons.

Le dimanche matin (13 novembre 2011) nous avons assisté à la fin d'une manifestation gigantesque : déclenchée par la décision, samedi 12 novembre [7], de la Ligue Arabe (disons plus clairement : Ligue des Arabes du Golfe [8]) de suspendre la Syrie de sa qualité de membre : les citoyens syriens que nous avons rencontrés étaient partagés entre la consternation et la révolte.

Nous arrivons dans une des grandes artères de la ville quand la manifestation est terminée ou presque : nous allons rester sur le terre-plein séparant les deux voies environ deux heures durant, pendant qu'une

partie des manifestants quitte le cortège (par une des trois voies d'évacuation possible) : pendant ces deux heures de retour de manif, nous voyons passer des gens souvent souriants, en famille majoritairement, ou par groupes de jeunes qui viennent parler avec nous : toujours les mêmes mots (voir plus haut) et slogans scandés ici gaiement (voire en dansant). Les filles qui se donnent le bras en léchant leurs chupa chups : allures de kermesse, parfois.

Même sans comprendre l'arabe, on identifie assez rapidement un phonème : repérable car il revient sans cesse marteler les interventions des passants ou des orateurs encore au micro, dans ou hors des restes de cortège : Syria (prononcer : Souria). Et je suis frappée aussi par la gravité des jeunes quand ils s'immobilisent pour chanter l'hymne national. Pas parce qu'ils ont gagné un match de foot ; pour défendre leur nation. Embrigadés ? Mais alors, quelle est la proportion dans la population globale, de ces gens qui descendent dans la rue, pas pour écouter en rangs un discours de propagande bien formaté, mais vivants : dansant, chantant, riant, posant pour la photo ? Sous la contrainte ?

Ce dimanche-là, à Damas, alors que la Syrie venait d'être mise au ban de la Ligue Arabe, j'ai reçu une leçon sur les termes : patrie, patriotes. Qu'ils revendiquent (très majoritairement apparemment) ou pas leur admiration pour Bachar Al Assad, tous ceux qui sont là, dans les rues de Damas (et ce sera constant dans toutes nos rencontres spontanées ou organisées) sont avant tout des patriotes, c'est leur nation qu'ils défendent.

Ces salves de slogans (dont ceux « pro Assad »), quelle que soit la réalité de ce pouvoir que je ne connais pas (encore), ont été un des moments impressionnants de ce voyage. Elles avaient une force et une beauté qu'on n'entend pas (plus ?) dans nos pays gavés de libertés d'expression, de droits de parole etc. : celles de l'unité d'un peuple qui est debout, conscient de ce qu'il risque de perdre.

Ces premières impressions seront complétées par des comptes-rendus plus circonstanciés et précis, sur ce que j'ai vu et entendu : impressions, observations non impartiales ? Qui prétend l'être ? Le ministre français des Affaires étrangères qui veut « sauver par des couloirs humanitaires des populations civiles », ingérences qui le conduiront peut-être un jour devant la CPI, avec ses chefs de bande de l'Elysée et Matignon, pour complicité de crime de guerre (assassinat de prisonniers de guerre : Kadhafi, entre autres) et crime contre l'humanité (embargo génocidaire) ? Bernard-Henri Lévy ? Je me limite dans cette lettre à la dénonciation du mensonge, pas à celle de l'obscénité.

« Nous [Syriens, de tous bords] sommes dans un ghetto médiatique, blocus médiatique et nous supplions ceux qui ont la justice, l'équité [au cœur] et qui oeuvrent dans les media de montrer la vérité. Nous ne voulons rien d'autre que montrer la vérité », nous a dit un des représentants de l'opposition à Homs [9].

J'ai lu, vu et entendu depuis mon retour, quelques reportages de nos collègues envoyés spéciaux, présents avec nous en Syrie. « Une part de vérité » [10] annonce l'un d'eux, ménageant l'éventualité de ne pas avoir « tout » vu dans ce « voyage bien balisé par le régime en place mais malgré tout utile ». Ne peut-on entendre aussi dans ces quatre mots un effet du retour d'autres parts de vérité, perçues mais refoulées ? Les auteurs auront leurs raisons, multiples. Mais, fut-ce dans l'équivoque d'un titre, cette autre part peut resurgir, et, à l'insu de l'auteur, produire des effets. On a des précédents fameux dans la région : tel ce fonctionnaire de police zélé au service des occupants impérialistes de l'époque, terrassé (par quoi ?) sur le chemin de Damas. Avec vingt siècles d'effets, en tous genres.

Pendant qu'il en est encore temps, nos directeurs de rédaction occidentaux - européens, étasuniens, israéliens, impérialistes, détenteurs d'armes de distraction de masse [11] - ne perdraient rien à faire un peu d'histoire : la Syrie est un livre rare, à cet égard, et je crois que ses habitants défendent davantage cette richesse là que leurs puits de pétrole.

m-a patrizio
Damas 19 novembre - Marseille, 24 novembre 2011
marie-ange.patrizio@wanadoo.fr

Post scriptum : site du monastère de Saint Jacques l'Intercis : http://www.maryakub.org/medias.html

et deirmaryakub@gmail.com

Voir aussi la revue de presse transmise le 22 novembre par le Réseau Voltaire :

Cette revue de presse ne comprend pas les émissions sur les télé libanaises (OTV, Al-Manar, NBN) et syriennes.

LA LIBRE BELGIQUE (Christophe Lamfalussy )

« Nous apportons une part de vérité »
http://www.lalibre.be/actu/international/article/701436/envoye-special-en-syrie-nous-apportons-une-part-de-verite.html

« Des corps mutilés à Homs »
http://www.lalibre.be/actu/international/article/700974/reportage-des-corps-mutiles-a-homs.html
21 novembre

« Même les éboueurs sont liquidés »
http://www.lalibre.be/actu/international/article/701555/syrie-meme-les-eboueurs-sont-liquides.html
22 novembre
RTBF
http://www.rtbf.be/info/media/video_jt-19h30?id=1412873&mediaset=rtbfinfo--les-derniers-jts&type=video

Journal de 20h de la RTBF, 21 novembre

FRANCE INTER
http://www.franceinter.fr/emission-journal-de-8h-journal-08h00-221111

Journal de 8h France Inter 22 novembre

Reportage de la correspondante RTBF à partir 7mn55s.

IRIB (service français)

Entretiens TM

http://french.irib.ir/analyses/interview/item/154346-thierry-meyssan-journaliste-fran%C3%A7ais

http://french.irib.ir/analyses/interview/item/154416-thierry-meyssan-journaliste-fran%C3%A7ais

Table ronde : « Syrie vers la guerre civile ? »

http://french.irib.ir/programmes/table-ronde/item/154577-table-ronde-syrie-vers-la-guerre-civile ?

RUSSIA TODAY

« Mossad vs Assad ? 'CIA death squads behind Syria bloodbath' » with Webster Tarpley
http://www.youtube.com/watch?v=5L49L6iZSSg&feature=channel_video_title

[1] Lettre d'invitation fournie sur demande.

[2] Pour ceux qui ne les auraient pas encore lus voir : http://www.voltairenet.org/Que-se-passe-t-il-en-Syrie et

http://www.voltairenet.org/Au-crible-des-informations

[3] 389 euros avec Syrian airlines, plus 150 dollars de taxi privé et non collectif, de la banlieue éloignée de Beyrouth à la porte de l'aéroport de Damas, minuit-5 h du matin. Pas une vraie ballade.

[4] En dehors des achats de souvenirs et quelques taxis pris à l'improviste, et de mes visas : arrivée en Syrie puis retour du Liban = 23 euros puis 12 dollars, cash : avec l'embargo les cartes de crédit ne fonctionnent plus.

[5] http://www.20minutes.fr/medias/803532-sofia-amara-ils-tirent-tout-filme et

http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27111

[6] Je ne parle pas ici du voyage de Pierre Piccinin http://www.pierrepiccinin.eu/article-syrie-mensonges-et-manipulations-80384964.html

[7] Voir http://www.20minutes.fr/monde/iran/826190-suspension-ligue-arabe-syrie-erreur-historique-selon-officiel-iranien et http://www.babnet.net/rttdetail-41213.asp , par exemple

[8] Tous grands démocrates et champions de la liberté pour tout ce que vous voulez : la presse, la pluralité des partis, les femmes bien sûr -au volant et ailleurs-, contre la corruption etc.

[9] Ecrivain et poète, aaalnaem@gmail.com

[10] http://www.lalibre.be/actu/international/article/701436/envoye-special-en-syrie-nous-apportons-une-part-de-verite.html

[11] http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27233

URL de cet article 15228
http://www.legrandsoir.info/chemins-de-damas.html

---

---

1-3 Julie Lévesque : SYRIE : Mensonges médiatiques ou le prétexte à une autre «guerre humanitaire»

Manifestations en Syrie: Qui compte les morts?

Selon de nombreux reportages provenant des organisations humanitaires, des médias occidentaux et de l'ONU, un grand nombre de manifestants pacifiques ont été tués par les forces syriennes depuis le début des troubles dans le pays à la mi-mars. Mais d'où viennent les chiffres?

Bon nombre de reportages sur la présumée répression meurtrière par le gouvernement syrien ne mentionnent pas la source de leurs informations et font souvent uniquement référence à des « groupes de défense des droits humains » ou « activistes » :

« Des groupes de défense des droits humains ont affirmé dimanche que des troupes ont réprimé des manifestants pacifiques tuant huit personnes dans le nord de la province d'Idlib et quatre autres dans des zones centrales, près de Hama. (Syrian Forces Kill 12 as ICRC Head Visits Damascus, Voice of America, 4 septembre 2011.)

Ces manifestations représentent une contestation sans précédent du président Bachar Al-Assad et de sa famille qui dirige le pays depuis plus de 40 ans. Les coûts sont élevés : de nombreux cyberactivistes ont été emprisonnés et, selon des groupes de défenses des droits humains, au moins 200 personnes sont mortes. (Deborah Amos, Syrian Activist In Hiding Presses Mission From Abroad, NPR, 22 avril 2011.)

Des activistes pour la défense des droits humains ont informé Amnistie internationale qu'au moins 75 personnes on été tuées aujourd'hui en Syrie durant d'importantes manifestations […]

Trente personnes ont été tuées dans le sud de la ville d'Izzra, 22 à Damas, 18 dans la région de Homs et le reste dans d'autres villes et villages ont affirmé les activistes […] (Scores killed in Syria as 'Great Friday' protests are attacked, Amnesty International, 22 avril 2011.)

Dans certaines circonstances, on peut comprendre la nécessité de demeurer « anonyme » là où l'on dit que la dissidence constitue un danger de mort. Toutefois, cette attitude sème systématiquement le doute : les « chiffres » peuvent être utilisés pour diaboliser le gouvernement dans le cadre d'opérations clandestines par des États ou des organisations souhaitant un changement de régime à Damas. Il est clair que plusieurs puissances étrangères, dont les États-Unis et Israël, cherchent depuis longtemps à renverser le régime syrien.

La confiance que les médias accordent à des informations émanant de groupes anonymes transmet une compréhension biaisée des manifestations en Syrie, lesquelles appuient l'objectif plus vaste de déstabilisation du régime syrien.

Lorsque des informations relatives au bilan des morts et provenant de sources anonymes sont publiées par un média dominant ou un organisme de défense des droits humains reconnu, ces informations sont relayées comme étant des « preuves factuelles » par d'autres sources d'information ou des boîtes de réflexion, cela sans davantage de vérifications.

De plus, en cours de route, l'information est l'objet de déformation.

Voici un exemple de ce phénomène :

Le groupe de défense des droits humains Amnistie internationale a affirmé vendredi avoir enregistré les noms de 171 personnes tuées depuis que les premiers manifestants sont morts à Daraa le 18 mars.

Le groupe s'est basé sur des informations fournies par des activistes des droits humains, des avocats et d'autres sources et a déclaré que la plupart des personnes semblaient avoir été tuées par balles par les forces de sécurité. (Protesters killed in southern Syria, Al Jazeera, 9 avril 2011.)

L'article précédent est basé sur le communiqué suivant:

À la suite du décès d'au moins huit autres personnes durant les manifestations, Amnistie internationale a signalé aujourd'hui qu'au moins 171 personnes auraient été tuées au cours de trois semaines troubles sociaux en Syrie.

Le nombre de victimes des confrontations aujourd'hui pourrait s'accroître dramatiquement selon des rapports d'activistes des droits humains du pays.

Amnistie internationale a enregistré les noms de 171 personnes tuées. Les informations proviennent de sources incluant des activistes des droits humains et des avocats. (Death toll rises amid fresh Syrian protests, Amnesty International, 8 avril 2011.)

L'information initiale d'Amnistie internationale (AI) indique que « 171 personnes auraient été tuées », une déclaration démontrant que bien qu'elle ait « enregistré les noms de 171 personnes tuées », l'organisation n'a pas pu confirmer cette information. Al Jazeera, omet cette « incertitude » et décrit ainsi comme un fait la supposition que 171 personnes ont été tuées.

Voici un autre exemple de ce genre de déformation :

Bien qu'elles aient promis de mettre fin à la répression, les forces de sécurité syriennes ont continué à supprimer des manifestants antirégime, tuant au moins 18 personnes jeudi dans la ville de Homs (al-Jazeera) (sic). (Jonathan Masters, Assad's Broken Promises, Council on Foreign Relations, 3 novembre 2011.)

Cette analyse vient du Council on Foreign Relations (CFR), la fameuse et très puissante boîte de réflexion sur la politique étrangère des États-Unis. Il est fondé sur l'article suivant d'Al Jazeera où l'information concernant la tuerie est nettement différente.

Des dizaines de personnes auraient été tuées jeudi dans la ville de Homs, un point chaud des affrontements, alors que les forces de sécurité syriennes ont bombardé des zones résidentielles avec des chars d'assaut.

Les Comités de coordination locaux de la Syrie, un groupe d'activistes qui surveille le soulèvement du pays, ont déclaré que les décès signalés ont eu lieu jeudi dans le district de Bab Amro à Homs. (Syria "violence defies peace deal", Al Jazeera, 4 novembre 2011.)

La formulation d'Al Jazeera, « auraient été tuées » et « décès signalés » révèle que ces décès ne sont pas confirmés. Le média qatari mentionne aussi que ces affirmations proviennent d'une seule source, à savoir un groupe d'activistes nommé Local Coordination Committees of Syria (Comités de coordination locaux, CCL). L'article du CFR a transformé les allégations d'Al Jazeera en faits concrets.

Lorsqu'il est temps de compter les morts, le CCL est très souvent cité dans les médias mainstream comme source d'information dans les reportages sur des tueries commises par les autorités syriennes, comme on peut le voir dans les exemples suivants :

Un autre groupe d'opposition, les Comités de coordination locaux, ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas corroborer le bilan du Syrian Observatory [Observatoire syrien] concernant les pertes militaires, même s'ils ont également qualifié la journée de lundi comme l'une des plus sanglantes du soulèvement, avec la mort d'au moins 51 civils. « Nous n'avons aucune confirmation de ce qu'ils avancent » a affirmé Omar Idlibi, un porte-parole des Comités de coordination locaux. (Nada Bakri and Rick Gladstone, Syria Faces New Threats as Opposition Seeks Allies, The New York Times, 15 novembre 2011.)

Selon le réseau de l'opposition, les Comités de coordination locaux, au moins cinq personnes ont été tuées pendant l'offensive militaire : trois dans la province centrale de Homs, une à Tall Kalakh, une ville frontière de l'est, et une autre à Idleb, le long de la frontière avec la Turquie. (Roula Hajjar, Syria: Activists report manhunt for defectors and protesters, Los Angeles Times, 5 septembre 2011.)

Un activiste de la Syrian Revolution Coordinators Union (SRCU) [Union des coordonateurs de la révolution syrienne] a déclaré à Al Jazeera que la police secrète a ouvert le feu et a lancé des gaz lacrymogènes afin de disperser plus de 10 000 manifestants à Deir Ezzor, dans l'est tribal de la Syrie. Dix manifestants ont été blessés et environ 40 arrêtés, a-t-il affirmé.

La SRCU est le nom donné cette semaine à l'un des réseaux populaires d'opposition en Syrie. La SRCU travaille en collaboration avec les Comités de coordination locaux (CCL), un autre réseau d'opposition populaire. (Al Jazeera Live Blog – Syria, 3 juin 2011.)

Au moins 2 200 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début des troubles sociaux selon le bilan des Nations Unies. Un groupe d'activistes, [la SRCU], a affirmé mardi que, uniquement durant le Ramadan, 551 personnes avaient été tuées. Le groupe a déclaré que 130 autres personnes ont été tuées le 31 juillet, la veille du Ramadan, dans une attaque contre la ville de Hama, laquelle a par ailleurs été la scène d'une répression féroce en 1982.

Quatre personnes ont été tuées mardi à Hara et deux autres à Inkil, deux villes de la province de Dara, selon les Comités de coordination locaux, un autre groupe d'activistes qui documente les manifestations. (Nada Bakri, Syrian Security Forces Fire on Worshipers as Ramadan Ends, The New York Times, 30 août 2011.)

Le dernier article cite un bilan des Nations Unies (ONU) comme s'il s'agissait d'une source indépendante d'information. Toutefois, selon l'un de ses rapports, l'ONU se fie elle aussi à la même source d'information, le CCL, et indique dans une note être incapable de confirmer si les informations fournies par ce groupe sont vraies :

Au moment de la rédaction de ce rapport, la mission avait reçu plus de 1900 noms et informations de personnes tuées dans la République arabe syrienne depuis la mi-mars 2011. Tous seraient des civils [26].

26. Ces informations sont compilées par des comités de coordination locaux actifs dans la République arabe syrienne, où ils documentent les noms des victimes et les détails à leur sujet. La mission n'est pas en mesure de vérifier ces informations de manière indépendante. (Nations Unies, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Syrian Arab Republic - A/HRC/18/53, 15 septembre 2011.)

Que sont les Comités de coordination locaux (CCL)?

Selon un article du Christian Science Monitor, le groupe CCL fait partie du Conseil national syrien (CNS), une entité non élue. Même si la plupart de ses membres vivent en exil et que ses membres en Syrie demeurent inconnus, le CNS est présenté comme l'autorité légitime de la Syrie et a été reconnu par le Conseil national de transition de la Libye, un autre organisme non élu, reconnu par les puissances occidentales comme représentant « démocratique » du peuple libyen.

Les leaders de l'opposition syrienne ont formellement créé le Conseil national syrien [CNS] lors d'une rencontre dimanche en Turquie, réunissant ainsi les groupes les plus disparates cherchant à déloger le président syrien Bachar Al-Assad.

Associated Press rapporte que le conseil comprend entre autres les Comités de coordination locaux, qui ont organisé la plupart des manifestations au pays, les Frères musulmans syriens et des groupes kurdes. Presque la moitié des membres [du CNS] sont actuellement en Syrie selon le Washington Post, répondant ainsi à la forte crainte que le conseil compterait trop sur des exilés. (Ariel Zirulnick, Syrian oppositon groups formally unify overcoming key hurdle, 3 octobre 2011.)

Le CCL est plutôt anonyme. Le groupe a refusé une entrevue par téléphone mais a accepté de répondre à quelques questions par courriel. On affirme que par mesure de sécurité, le nombre de membres au sein de l'organisation ne peut être divulgué, mais on indique que 13 d'entre eux sont membres du CNS. « Nous avons suffisamment de membres pour organiser une manifestation sur le terrain, pour les médias et les opérations de secours. »

Les membres seraient issus de divers milieux et de tous les groupes d'âge; certains œuvreraient en Syrie, d'autres à l'extérieur du pays. Le CCL signale que, en Syrie et ailleurs, ses membres ont été menacés, arrêtés et torturés par les autorités syriennes.

Comment sont-ils devenus une source d'information pour les médias étrangers?

Parce qu'ils fournissent des faits crédibles, affirme le porte-parole.

Quel est le but ultime du CCL? « Notre but est de changer le régime en Syrie et comme première étape, nous voulons mettre fin au mandat de l'actuel président, lequel est politiquement et légalement responsable de crimes commis par son régime contre le peuple syrien. Ensuite nous souhaitons transférer le pouvoir de manière sécuritaire. »

En somme, le CCL désire un changement de régime en Syrie et il semble constituer la source principale d'informations pour les médias occidentaux et les organisations humanitaires. Si ce groupe d'opposition affirme fournir des « faits crédibles », il n'existe aucun moyen de vérifier ces faits. Les faits présumés pourraient très bien constituer de la propagande visant à discréditer le régime actuel et à galvaniser l'opinion publique en faveur du changement de régime que le groupe souhaite mettre en œuvre.

Même si le porte-parole du CCL a refusé de divulguer les noms des membres du groupe, certains sont parus dans les médias dominants. L'un des membres ou collaborateurs, est Rami Nakhle, un cyberactiviste vivant en exil à Beyrouth au Liban.

« Aujourd'hui, après 98 jours de protestations, il vit dans le déni », déclare Rami Nakhle, un Syrien travaillant à Beyrouth avec les Comités de coordination locaux, un centre d'échange pour les manifestations et les activités l'opposition syrienne. « Il est maintenant évident pour tout le monde que Bachar Al-Assad ne peut pas changer. Il ne réalise pas que la Syrie a changé pour toujours, mais il demeure le même président, celui que nous avons entendu la dernière fois en avril. » (Nicholas Blanford, Assad's speech may buy time, but not survival, The Christian Science Monitor, 20 juin 2011.)

Selon NPR, l'activiste a une relation privilégiée avec Al Jazeera :

Lorsque la chaîne arabe Al-Jazeera diffuse les dernières nouvelles, les images proviennent du réseau de Nakhle. (Deborah Amos, Syrian Activist In Hiding Presses Mission From Abroad, 22 avril 2011.)

Il convient de signaler ici qu'Al Jazeera a joué un rôle clé dans la promotion du changement de régime en Libye.

La cyberdissidence

CyberDissidents.org, un site web présenté par le Bush Center comme une « Voix de la liberté en ligne » brosse un portrait de Nakhle, qui n'est pas sans rappeler les autres portraits parus dans la presse mainstream, lesquels le décrivent uniquement comme un cyberdissident, comme s'il n'avait jamais eu d'autres occupations :

Rami Nakhle est un cyberdissident de 27 ans. Son utilisation des médias sociaux pour diffuser des informations sur la révolution syrienne a capté l'attention des autorités syriennes, ce qui l'a amené à fuir au Liban en janvier 2011. Depuis les trois dernières années, il travaille sous le pseudonyme de Malath Aumran. Même si la police secrète syrienne a découvert sa véritable identité, il continue à utiliser ce pseudonyme afin de conserver la reconnaissance de ses adeptes en ligne.

Malgré ces menaces du gouvernement syrien, Nakhle continue à travailler dans la clandestinité et poursuit sa campagne pour la liberté par Facebook, Twitter et en donnant des entrevues sans restrictions avec de grands médias comme la BBC et le New York Times. (CyberDissident Database)

Portrait de  Rami Nakhle sur CyberDissident.org. « [Ils m'ont dit] tu retires ton appui à la révolution syrienne ou nous allons t'anéantir. » - Rami Nakhle, blogueur syrien en fuite à Beyrouth

Le gouvernement étasunien et des organisations non gouvernementales comme Freedom House, faisant le travail de la CIA, sont d'importants promoteurs de la cyberdissidence :

Des dissidents politiques de la Chine, de l'Iran, de la Russie, de l'Égypte, de la Syrie, du Venezuela et de Cuba se rendront à Dallas pour se joindre aux fellows de l'Institut George W. Bush, aux experts de Freedom House, aux représentants du Berkman Center for Internet and Society de Harvard, aux membres du gouvernement des États-Unis ainsi qu'à d'autres leaders de ce domaine pour discuter des succès et des défis des mouvements mondiaux de dissidence politique sur Internet.

L'Institut George W. Bush a annoncé aujourd'hui [30 mars 2010] qu'il serait l'hôte le 19 avril 2010 d'une conférence sur les cyberdissidents, en collaboration avec l'organisation des droits humains Freedom House. (George W. Bush Institute and Freedom House to Convene Freedom Activists, Human Rights and Internet Experts to Assess Global Cyber Dissident Movement, Business Wire, 30 mars 2011)

Rami Nakhle ne cache pas ses intérêts pour les organisations étasuniennes. Sur sa page Facebook, il dresse la liste d'« intérêts » suivants : National Democratic Institute (NDI), présidé par Madeleine Albright, Human Rights Watch et l'ambassade des États-Unis à Damas.

L'intérêt du cyberactiviste pour ces organisations démontre clairement dans quel camp il se trouve, tout comme le membre du CNS, Radwan Ziadeh, ancien fellow du National Endowment for Democracy, une autre organisation reconnue pour ses liens avec la CIA

Dans une entrevue avec le Guardian, le cyberdissident affirme avoir été harcelé par la police secrète syrienne sur sa page Facebook. C'est possible, cependant, il s'agirait là d'une tactique inhabituelle pour la police secrète, laquelle habituellement, comme l'indique son nom, agit secrètement. Un tel harcèlement ressemble davantage à de la propagande noire : des gens opposés au régime tentant de faire mal paraître les autorités syriennes. Une sorte de « cyberopération sous faux pavillon », conçue pour être vue de tous.

Le « soulèvement syrien » semble être une copie des événements de Libye, lesquels ont favorisé une intervention de l'OTAN et mené à un changement de régime. La presse dominante a encore une fois une source principale d'information, soit le groupe d'opposition. Les médias ignorent les pertes miliaires et omettent de rapporter que l'on trouve parmi les manifestants des hommes armés, au nombre de 17 000 selon un rapport de l'International Institute for Strategic Studies. Un groupe non élu, le CNS est présenté paradoxalement comme un mouvement démocratique et on lui accorde davantage de crédibilité et une importante couverture médiatique.
Julie Lévesque :

Mondialisation.ca,

Le 25 novembre 2011

Articles de Julie Lévesque publiés par Mondialisation.ca

---

---

2 Annexe
Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.
2-1. L'intervention radio du matin de Françoise Wallemacq.

( http://www.rtbf.be/radio/player/lapremiere/journal?r=%7BREGION%7D&s=%7BSPORT%7D&d=1&t=0800 )

Je retranscris ci-dessous cette émission passée à 7h15 (lundi 21).

Manifestement, les journalistes même 'honnêtes' comme je suis sûr que F.W. l'est, n'osent pas aller à contre-courant, et contredire frontalement la propagande : il faut absolument 'se protéger' en affirmant d'abord que 'bien sûr la visite était très encadrée' , et reprenant une partie de "ce qu'il faut dire" - on arrive à lui faire quasiment dire que "le régime syrien fait régner la terreur" ...

Malgré cela, son intervention est une ouverture extrêmement rare dans le front de la propagande, à souligner et encourager

http://www.rtbf.be/radio/player/lapremiere/podcasts?c=lp-map-exp&e=411
Interviewer : On va s'intéresser à la Syrie ce matin, où les manifestations d'opposants se poursuivent, manifestation mais répression aussi... bonjour Françoise Wallemacq.[...]. D'abord sur l'état d'esprit des Syriens. Vous avez rencontré là-bas des gens convaincus, résolus? Quel est l'état d'esprit des opposants?

FW : Les opposants, je ne les ai pas rencontrés parce que c'était un voyage assez surveillé...

J'ai rencontré des opposants qui manifestaient un soir dans un petit village de manière extrêmement joyeuse et bonne enfant, il n'y avait pas de trace d'armée Ce que j'ai rencontré c'est plutôt la population syrienne, un peu au hasard de mes rencontres, que ce soit des chrétiens ou des musulmans, et dans l'ensemble, j'ai le sentiment que la grande majorité des Syriens soutient encore le président Bachar El Assad, que les Syriens ont très peur d'une déstabilisation de leur pays, il fait savoir que 40 confessions différentes coexistent harmonieusement depuis 7 siècles dans ce pays, et qu'ils ont très peur d'une déstabilisation, d'une guerre civile et peut-être plus tard d'une guerre de religion.

Alors dans quelles conditions avez-vous réalisé ce reportage, vous l'avez dit c'était un reportage surveillé, est-ce que vous avez pu vous déplacer librement, choisir les endroits ou vous alliez, rencontrer les gens que vous désiriez rencontrer?

On était invité par des religieuses catholiques [...] ces religieuses en nous invitant faisaient un petit peu le jeu du pouvoir, puisque c'est vrai que le pouvoir a toujours protégé les minorités religieuses, c'est pour ça qu'ils nous ont je pense laissé rentrer, il y a extrêmement peu de journalistes qui rentrent ouvertement en Syrie. Alors : le ministère de l'information était au courant des endroits où nous allions ["mh mh", appuie l'interviouveur], nous avons pu aller à Homs, dans des viles qui sont soumises à l'insurrection, je vous le disais on n'a pas pu rencontrer les insurgés, c'était trop dangereux, et puis on était encadrés, mais on a pu, je trouve, circuler assez librement et le dernier jour à Damas on a pu parler avec à peu près tout le monde dans la rue et je pense que ce n'était pas entièrement organisé puisque les gens qu'on croisait dans la rue euh nous disaient leur attachement au régime et disaient qu'on mentait et que les télévisions étrangères dont Al-Jazira manipulaient la réalité et que ce n'était pas ce qui se passait dans le pays.
J'ai eu l'impression moi aussi que ce qu'on lit dans les dépêches chez nous n'est pas du tout ce qui se passe sur le terrain. Il faut savoir que la seule source d'information de toutes les Agences de Presse est un homme basé à Londres, Monsieur Abdel Rahmane, qui dirige l'Observatoire des Droits de l'Homme, et que personne n'a jamais rencontré. [remarque qui n'empêchera nullement les jours suivants le journaliste de faction de reprendre sans sourcilier les chiffres des civils tués donnés par cet Observatoire au nom qui a l'air si officiel]

Ouais... C'est important ce que vous nous dites. Est-ce que ça veut dire que la Syrie n'est pas le pays en proie aux manifestations d'opposition dont on parle quasi quotidiennement chez nous?

Il y a des manifestations d'opposition sans doute quotidiennes, il y a aussi des manifestations pro Bachar El Assad qui ont réuni mercredi passé 1 million de personne par exemple à Damas, et je ne peux pas

croire que ces gens soient payé pour descendre dans la rue et manifester leur soutient à leur président avec le sourire. Il me semble que c'est difficile de manipuler une telle ferveur populaire, un tel soutient de la population…

Ce ne sont pas des manifestations organisées, il n'y a pas des cars qui amènent les manifestants? [on sent son désarroi]

l y a des consignes qui circulent sur Facebook, on a rencontré des jeunes Druzes qui venaient manifester en faveur du président, et qui s'étaient donné le mot par Facebook, mais cela ne m'a pas l'air organisé par le pouvoir et je vois difficilement comment il pourrait le faire.

Alors de notre point de vue, on sait qu'au début c'était des manifestations pacifistes (sic), de plus en plus on parle d'une opposition armée en Syrie avec un risque de basculement dans une guerre civile, est-ce qu'on en est là ou pas?

Tout à fait. J'ai vu des blessés, dans les hôpitaux de Homs, qui étaient blessés par des armes lourdes, c'était des militaires, des soldats des forces de l'ordre, qui étaient blessé par des éclats de shrapnels, d'armes lourdes. Apparemment les opposants sont armés et bien armés, avec beaucoup de munitions et bien sûr tout le monde se demande qui les arme et qui les finance. L'opposition se trouve à l'extérieur du pays, au Liban et en Turquie et reçoivent apparemment des financements de pays étrangers
[...] Les reportages d'aujourd'hui sont consacrés à la vile de Homs, qui contrairement à ce qu'on imagine n'est pas une ville en état de siège, c'est une ville qui fonctionne normallement, avec un petit quartier qui est en proie à l'insurrection surtout la nuit. On va entendre que les gens sont terrorisés et qu'il y a des actes de barbarie, euh dans les 2 camps je pense [pq? Pour se racheter d'avoir osé contredire la propagande?], que des vidéos circulent d'hommes dépecés, coupés en morceaux, et le pouvoir a tout avantage à terroriser la population par ces vidéos pour les empêcher de descendre dans la rue [ouais, souligne l'interviouvant], mais aussi assurer une sorte de cohésion grâce à la peur autour du pouvoir. Donc je vous disais, le sentiment qui règne en Syrie c'est la peur, et un sentiment d'injustice et d'incompréhension de la part du monde extérieur.

Mmh. Donc un climat de terreur quand même [ouf], quand vous dites que des vidéos qui circulent avec des corps dépecé, c'est pas rien...

Alors je peux vous dire que c'est assez effrayant, je n'y croyais pas moi mm, j'ai demandé à les voir à la morgue, et je l'ai vu, j'ai vu des corps atrocement mutilés

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19